

<http://lipietz.net/L-Union-europeenne-les-Verts-et-l-alimentation-soutenable>

Colloque Alimentation soutenable

L'Union européenne, les Verts et l'alimentation soutenable

- Député européen (Verts, France) - Mes initiatives - L'alimentation soutenable -



Publication date: jeudi 2 avril 2009

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Ces trois heures ont été bien remplies, et de choses bien concrètes !

Je travaille sur un livre d'entretien qui va sortir bientôt aux éditions *Textuel*, sur la crise que nous sommes en train de vivre, *Face à la crise : l'urgence écologiste*. Ce qui me frappe, c'est la déconnexion entre le réel le plus matériel, c'est à dire « qu'est-ce qu'on mange ? », et la façon dont se manifeste la crise. On est parti d'une situation, en 2007, et même dans la première moitié de l'année 2008, où tout le monde disait « On est en crise, une crise mondiale, et d'abord alimentaire ». Quand cette crise a finalement touché la finance, par des mécanismes évidents (la faillite des petits salariés américains qui, face à la hausse du prix des aliments et de l'essence, n'ont pas pu rembourser leur maison, ce qui a mis en faillite les banques qui leur avaient prêté, puis les compagnies d'assurance qui assuraient les banques...), on a complètement oublié, dans la presse et les conférences internationales, qu'on était dans une crise alimentaire mondiale. Le modèle de développement en crise est arrivé à un niveau d'abstraction extraordinaire, où cet acte le plus élémentaire de la vie humaine et animale, celui de se nourrir, a été transformé en espèce de machin industriel qui ne se différencie pratiquement plus du financier, au prix d'un gaspillage incroyable d'espace (l'empreinte écologique) et au prix d'un gaspillage incroyable des produits eux-mêmes, aboutissant aux situations effroyables qu'on a évoquées ce soir, aussi bien dans le tiers monde que chez les glaneuses des poubelles parisiennes.

Ce monde-là est en train de s'écrouler. Quelle est la réponse ? Il est certain, puisque c'est un modèle à la fois libéral et productiviste, qu'il faudra plus d'intervention de la puissance publique, plus de régulation, etc. Mais cette intervention publique ne doit certainement pas continuer à financer à coup d'argent public ce modèle industriel qui nous a conduit dans la crise. Une transformation du modèle de production des aliments doit être son premier objectif. Alors, le public ici présent a eu raison de citer dans le débat les jardins ouvriers, les AMAP etc. On n'en a pas parlé spécialement dans les interventions que nous venons d'entendre, mais j'ai quand même eu l'impression qu'on en parlait tout le temps. Chaque fois qu'il a été question de « qu'est ce qu'on propose, face au modèle qui est en crise », on y est revenu. Que ce soit dans les cartes du Brésil qui nous ont été montrées, avec les deux ministères de l'agriculture pour les deux types d'agriculture du Brésil, que ce soit dans les propositions d'Agrisud, que ce soit même dans cet extraordinaire récit de vie d'une glaneuse qui passe 10 heures par jour à glaner puis à mettre en conserves et confitures les produits de son glanage : ce qui s'oppose au modèle agro-industriel abstrait, c'est le retour au connecté, à l'inventivité, à l'industriel. On remplace de l'espace gaspillé par de l'activité humaine consciente et bien mesurée. Y compris dans « qu'est ce qu'on mange exactement », y compris au gramme près, lorsqu'on calcule qu'on peut descendre de 100 à 70 gramme les portions de viande quotidiennes, à condition de revenir peut-être à des plats comme la feijoada, la sopa de pedra, tous ces plats traditionnels qui continuent d'exister en Europe, là où on est trop pauvre pour entrer dans le système de consommation quotidienne du boeuf plus ou moins trafiqué. Des plats qui contiennent beaucoup plus de protéines végétales, beaucoup plus de bons nutriments par gramme consommé.

Que ce soit AMAP, jardins ouvriers, modification des menus des cantines, c'est de l'action locale, de la politique locale, dans laquelle mes camarades Verts, comme Jacques ici présent, sont profondément impliqués. On peut trouver d'autres échelons. Dans le cadre de la campagne des européennes, on a croisé la question du circuit de Formule 1 aux environs de Meulan. C'est quand même incroyable ! Tout le monde se pose la question : où trouver une agriculture de proximité, des terres maraîchères pour le bio, en région parisienne. Je suis dans une AMAP, j'habite Villejuif, dans l'ancien département de la Seine. Mon AMAP, mon « agriculture de proximité », est à 70 km de chez moi, près de Fontainebleau. L'expansion mégalopolitaine de la région Ile-de-France fait que l'agriculture de proximité a un vrai problème de terres. Au-delà de la mégalopole, la grande plaine est déjà le règne de la grande agriculture d'openfield, produisant du blé ou de la betterave, qui ne demande qu'à se transformer en carburant pour les bagnoles au lieu de nourrir les humains. Donc, la question de reconstituer une ceinture maraîchère, ou au moins un patchwork, à l'intérieur de la conurbation, est beaucoup plus difficile à réaliser ici qu'à Amsterdam, une métropole

qui a toujours ménagé une agriculture de proximité. Il devrait être prioritaire d'utiliser les terres qui restent pour organiser des AMAP, pour faire du bio ! Eh bien, quelle est l'idée géniale, face à la crise de l'automobile dans la Basse Seine ? C'est d'utiliser les terrains disponibles pour y faire un circuit de Formule 1 ! On a là, sous les yeux, et la folie de ce modèle, et l'incapacité, pour ceux qui prétendent riposter à la crise, de réfléchir à ce qu'est cette crise. Nous avons une crise écologique et sociale qui se transforme en crise financière, et la réponse, c'est « Ok, fini le libéralisme, on met de l'argent de l'État dans des projets qui vont créer des emplois », et qu'est-ce qu'on fait ? Un circuit de Formule 1 sur un des rares terrains qui reste, qu'on devrait dédier - la bataille n'est pas perdue ! - à ce dont nous avons besoin tout simplement pour améliorer notre santé, tout en créant des emplois : des terres maraîchères.

Que peut faire l'Europe ? Je répondrai au plan proposé par le CCFD. Je partage totalement les 4 grands axes de ses demandes adressées à l'Union européenne, en tant que telle, dans cette affaire. C'est exactement la politique du Groupe Verts-ALE, depuis des années, et ce sont les axes que nous entendons approfondir à l'avenir.

Tout d'abord, il est essentiel de rappeler que le Parlement européen n'a pas la main sur la PAC. Pas encore. On a raté le coche en 2005, alors qu'on était déjà en train de préparer, pour le 1er novembre 2006, le budget 2007 de la politique agricole commune, qu'on aurait voté en co-décision. Rappelons qu'aujourd'hui, le Parlement européen, dans la constitution actuelle de Maastricht-Nice, ne vote pas la politique agricole commune : ces quelques 35% du budget européen qui ne sont pas votés par le Parlement. Ce sont les gouvernements qui décident la politique agricole commune, quasiment sans discussion avec le Parlement sur ce que les Européens voudraient pour leur alimentation (le Parlement vote un simple « avis », qui n'est même pas lu par le Conseil !) C'est une grande bataille à mener : que les citoyens européens puissent discuter de la politique agricole de l'Europe. Si par miracle (mais en temps de crise, un miracle peut arriver !) le traité de Lisbonne est finalement ratifié par la Tchéquie et l'Irlande, celles et ceux qui vont me succéder auront le plaisir de pouvoir infléchir considérablement la politique agricole commune.

Cela ne veut pas tout à fait dire qu'on ne peut rien attendre de l'Europe. Des modifications importantes ont été introduites, qui permettent de re-nationaliser une partie de la politique agricole commune, à condition que ce soit pour des objectifs de nature écologiste. Mais il y a des réponses productivistes à la crise écologique, même les agrocarburants sont considérés comme écologiques ! Nous avons mené avec un certain succès la bataille contre les excès des agrocarburants, et nous entendons aller au delà : pour que la politique agricole commune soit placée sous le contrôle des citoyens, et que dans cette politique agricole commune, un effort tout particulier et très rapide soit fait sur le développement de l'agriculture bio. Certains pays ont utilisé la re-nationalisation de la PAC pour développer la bio. C'est le paradoxe de la France : la plus grande puissance agricole d'Europe importe une partie considérable de sa nourriture bio !

Premièrement, donc, la remise sous contrôle des citoyens de la politique agricole commune. Deuxièmement, dans l'ordre des questions posées par le CCFD : exportations, dumping et concurrence faussée. C'est une bataille permanente que nous menons depuis plusieurs mandats, en tant que groupe Vert-ALE : supprimer les subventions à l'exportation. Mais attention. J'ai toujours pris soin, en tant que président de la délégation pour la Communauté andine, et que suppléant dans la commission Mercosur, d'expliquer à nos partenaires que ces subventions à l'exportation sont en quelque sorte la contrepartie du fait que l'Europe cherche à assurer un niveau de prix intérieurs assez élevé pour que ses paysans puissent vivre, tout en encourageant par ses soutiens à la production une agriculture hyper industrielle. Du coup elle aide à l'exportation les excédants que sa propre politique engendre. Nous, les Verts, nous nous sommes toujours battus pour la suppression de ce mécanisme d'aides à l'exportation, mais nous considérons normal de soutenir l'agriculture pour nourrir l'Europe. Les petits et moyens paysans ont besoin d'une régularité, d'une garantie des prix agricoles. Quant à ceux qui veulent se lancer dans la grande agriculture, intensive en intrants, pour aller concurrencer le Brésil sur les marchés mondiaux, grand bien leur fasse, mais ils ne devraient avoir aucune aide financière de l'Union européenne pour réaliser ce projet. La PAC doit être réorientée vers des aides garantissant les revenus de l'agriculture paysanne, dans le cadre d'un contrat pour une agriculture respectueuse de la santé et de l'environnement.

Cette réorientation ne résout pas tout. Nous sommes tout à fait d'accord que les dégâts sont faits, et que le FED, le Fond européen de développement, doit aider le tiers monde à reconstruire son agriculture vivrière, que nous avons détruite par notre propre politique. Et le témoignage d'Agrisud que nous venons d'entendre est un excellent exemple de partenariat entre le FED et des ONG pour mener ce type de développement, dans les pays du Sud, d'une agriculture industrielle, et non pas industrielle.

Peut-on aller plus loin ? Oui, en refusant que l'Europe soit la grande bénéficiaire de la spécialisation des nouvelles puissances de l'ancien « tiers monde » dans l'agriculture de rente exportatrice. Question complexe. Natalie Gandais-Riollet, dans un [article sur le soja](#) qu'elle avait rédigé en préparation d'un séminaire que j'avais organisé à Bruxelles il y a deux ans contre [les agrocarburants](#), le rappelait : nous sommes tenus, pour le moment, d'importer nos protéagineux pour l'élevage, par l'accord de Blair House. C'est totalement hallucinant, ces bateaux qui parcourent le monde pour alimenter l'Europe en soja alors que, [comme elle vient de le calculer](#), l'espace dont nous avons besoin pour alimenter en protéines végétales notre propre cheptel correspond justement à celui qu'on consacre, en France, aux agrocarburants !

Certes, on peut se dire : peut-être que les États-Unis nous feraient la guerre, si nous remettions en cause l'accord de Blair House ? Natalie a regardé les chiffres : même l'accord de Blair House n'est pas une contrainte, nous produisons moins de protéagineux que nous autorise à le faire cet accord. Autrement dit, il y a un biais, voulu par [tous les lobbies qu'Hannes Lorenzen vient d'évoquer](#), pour maintenir cette spécialisation complètement folle, cette dé-territorialisation totale de l'agriculture-élevage. L'objectif de remettre en cause l'accord de Blair House, de produire nos protéagineux pour nourrir nos animaux d'élevage (avant même de se poser la question de combien de vaches mangerons-nous !), comme celui de poser des impératifs forts sur les agrocarburants qu'éventuellement nous achèterions dans le tiers monde, voilà ce qui doit être débattu, dans le nouvel espace politique qui s'ouvrira au Parlement européen, pour discuter l'ensemble de la PAC, si le traité de Lisbonne est ratifié.

Sur l'objectif de 10% d'agrocarburant en Europe, j'ai peut-être été trop optimiste en disant qu'on a gagné. Qu'a-t-on vraiment gagné ? Que ce n'est plus vraiment obligatoire. Ce qui n'empêche pas un pays de décider de faire pire : la France, sous la pression de ses propres lobbies, s'assigne comme politique de faire plus. Le Parlement européen et l'Union européenne peuvent dire « dans les 10%, il n'y aura pas d'agrocarburants venant de terres qui ont été détournées de la production alimentaire », si la France veut totalement détourner son propre territoire, consacrer tout son blé, tout son maïs et tout son tournesol à produire des agrocarburants, rien ne le lui interdit !

Quant aux importations, la bataille pour l'écocertification du commerce international est très longue et complexe. Je m'y suis attelé pendant des années, en tant que président de l'intergroupe Commerce et Développement soutenable, sur la question du bois. Sachez que si des bois tropicaux arrivent en Europe, coupés de façon totalement illégale, dans des zones protégées du Brésil ou d'ailleurs, les douaniers n'ont pas le droit d'en refuser l'entrée et de les saisir. Alors qu'un briquet marqué Dupont, ou un T-shirt marqué Lacoste, peuvent être saisis. La propriété intellectuelle qui appartient essentiellement au Nord, à l'Europe, est formidablement défendue, tandis que les lois mêmes qu'édicte les pays du Sud pour protéger leur richesses et leur biodiversité, sous la pression internationale et celle de leurs peuples indigènes, ne sont pas légalement prises en compte par l'Europe. Les douaniers nous le disent : « C'est un scandale, on voit arriver ces bateaux et ces chargements, et on ne peut rien faire contre ». En l'absence d'une réglementation européenne qui interdise de laisser entrer des bois qui ont été prélevés sur des forêts protégées, ou des agrocarburants qui ont été cultivés sur des terres volées aux paysans (comme c'est le cas en Colombie), tout continue... Eva Joly vous expliquera d'ailleurs comment les profits de ces trafics vont ensuite dans les paradis fiscaux, tout ça est très lié...

Nous approchons d'année en année du moment où le Parlement européen pourra voter en co-décision : « Les douaniers européens peuvent saisir une cargaison illégale ». C'est une bataille en cours, qui sera évidemment poursuivie par les Verts dans la prochaine mandature.

Troisième gros problème : les accords multilatéraux de libre-échange. Nous avons passé beaucoup de temps à dire « Ne combattons pas l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en tant que telle, combattons la politique de l'OMC ». L'OMC, en tant qu'organisation multilatérale du commerce, est morte. Monsieur Lamy est un fantôme, qui s'agite beaucoup, pour faire semblant d'exister encore, mais plus personne ne croit à l'OMC. Les grandes puissances imposent désormais des accords commerciaux bilatéraux ou au mieux de bloc à bloc. Par exemple, l'Europe négocie avec la Communauté andine. Officiellement, on vise un accord de bloc à bloc, « à trois piliers », c'est-à-dire que le dialogue politique (sur les droits de l'Homme), le co-développement (l'aide au développement), et l'accord commercial sont liés. Mais au bout de deux ans de négociations, il ne reste plus que l'accord commercial. Et nous avons effectivement été amenés, la semaine dernière, à voter sur les premiers accords d'association avec des morceaux du tiers monde (en remplacement de l'ancien accord Afrique-Caraïbes-Pacifique), notamment l'accord avec les Pays des Caraïbes. Les Verts ont voté contre. Mais que voulez-vous, tous les autres (sauf les communistes) ont voté pour ! Il faut savoir qu'il y a, en votre nom de citoyens qui votez aux élections européennes, une politique effroyable qui est en train d'être appliquée à l'égard du tiers monde.

Dernier point proposé par le CCFD : renouer avec la régulation des marchés agricoles. Nous avons lancé une campagne « Stop Barroso ». Tout le monde parle de régulation pour sortir de la crise mais en réalité, c'est la Commission la plus ultra-libérale depuis la création de l'Union qui est aux commandes. Mariann Fischer Boel (libérale danoise), Commissaire à l'agriculture, vise non pas à augmenter les quotas laitiers, mais carrément à les supprimer ! Pour permettre aux gros producteurs de lait européens, évidemment subventionnés, de poursuivre leur business.

Nous, les Verts et Europe Écologie, le disons très clairement : la PAC doit être une politique extrêmement réglementée et régulée, pour satisfaire aux besoins des Européens, mais également pour se mettre en compatibilité avec les blocs de pays avec lesquels nous commerçons, de façon à ce qu'eux aussi puissent satisfaire aux besoins de leurs citoyens. Bien entendu, « satisfaire à ses besoins » au sens du « développement soutenable », c'est à dire « les générations présentes et notamment les plus démunies, en veillant à ce que les générations futures puissent satisfaire les leurs ». Le rapporteur de l'ONU sur l'alimentation, Jean Ziegler, a parlé de « crime contre l'Humanité » à propos des agrocarburants. Les agrocarburants tels qu'ils sont développés sont un crime contre l'Humanité, le modèle agricole « maïs-soja-élevage en batterie » est lui aussi, me semble-t-il, un danger pour l'Humanité. Nous allons nous battre, autant qu'il est possible, autant que les électeurs nous en donneront la force et le poids, que ce soit la force institutionnelle (il faut évidemment avoir le droit de voter quelque chose) et le poids législatif (il faut aussi une majorité), pour renverser ce modèle mortifère.

Encore une fois, je remercie toutes celles et ceux qui ont participé à ce petit colloque, aussi bien les chercheurs tel que notre ami Hervé Théry, qui nous a suivi pendant ces trois heures en téléconférence depuis le Brésil, que tous les experts et les ONG qui sont venus.

Pour conclure, l'Europe, c'est très loin parce que c'est très grand, le citoyen est tout petit, vous êtes Un(e) sur 500 millions, la moitié de la Chine. Mais il y a des réseaux, qui font qu'on se sent moins seul. Que ce soit le militantisme pour l'aide au développement du tiers monde, comme Agrisud ou le CCFD, que ce soit le militantisme « chez soi » pour changer son alimentation, développer l'agriculture locale, que ce soit l'action dans les collectivités, les municipalités, pour développer le marché de l'agriculture bio, il est possible d'agir. Les Verts et Europe-Écologie feront ce qu'il sera possible, ce que vous aurez décidé en votant en tant que peuple souverain, mais la souveraineté ne s'arrête pas après avoir voté. On est souverain dans sa façon de manger, de choisir ses aliments, vous restez souverains en faisant vos courses et en choisissant à qui vous achetez...